

Une chance pour la paix ? L'effondrement du « troisième front » de la guerre contre le terrorisme

Alain Gresh
Directeur adjoint du *Monde diplomatique*

On a beaucoup évoqué, ces derniers mois, le bilan de la stratégie américaine en Irak et en Afghanistan. Les Etats-Unis sont-ils en train de gagner la guerre en Irak ? L'OTAN est-elle en train de perdre la guerre en Afghanistan ? Moins d'intérêt a été accordé à l'évolution de la situation sur ce que le président George W. Bush présentait comme le « troisième front » de la guerre contre le terrorisme, le Liban et la Syrie. Pourtant, en 2004-2005, alors que la stratégie américaine semblait s'enliser partout au Proche-Orient, que l'idée d'une démocratisation de la région apparaissait de plus en plus éloignée des réalités, les Etats-Unis pouvaient se consoler par leurs succès au Liban.

Ils avaient d'abord réussi à ressouder leur alliance avec la France, fortement ébranlée par la condamnation de la guerre d'Irak de 2003 par le président Jacques Chirac. Depuis 2004, les deux pays ont travaillé ensemble pour demander à la fois le retrait des troupes étrangères du Liban et le désarmement de toutes les milices - donc du Hezbollah. Cette alliance s'est concrétisée par la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies du 2 septembre 2004. Ce texte, qui aurait pu rester lettre morte, comme beaucoup d'autres résolutions des Nations unies concernant le Proche-Orient, allait connaître un début d'application. Le 14 février 2005, l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri était assassiné. Fortement soupçonnée, la direction syrienne décidait de retirer précipitamment ses troupes du Liban - leur départ sera achevé le 26 avril 2005 - et une enquête internationale sur ce crime, sous l'égide de l'ONU, était lancée. Des élections législatives étaient organisées au Liban et voyaient l'installation d'un gouvernement dirigé par Fouad Siniora, hostile à Damas. Washington et Paris ne voulaient pas en rester là et cherchaient à isoler le président Bachar Al-Assad et multipliaient pression et sanctions contre lui. Certains commentateurs n'hésitaient pas à annoncer la chute du régime baasiste.

La situation à Beyrouth restait incertaine. Le Hezbollah participant au gouvernement (même si c'était de façon marginale), il était difficile d'imposer son désarmement, ce qui restait un objectif important à la fois pour les Etats-Unis et pour Israël.

La guerre de juillet-août 2006 allait changer la donne. L'armée israélienne, malgré la destruction massive des infrastructures libanaises, n'avait pas atteint ses objectifs ; le Hezbollah avait gagné, par sa résistance, de larges sympathies au Liban et dans le monde arabe et musulman, les tensions internes augmentaient. A la fin de l'année 2006, les ministres chiites (ceux d'Amal et du Hezbollah) quittaient le gouvernement et l'opposition composée principalement par ces deux partis et par le Courant patriotique libre du général Miche Aoun, la principale force chez les maronites - lançaient un mouvement de désobéissance civile. Ils exigeaient la création d'un gouvernement d'union nationale, avec une minorité de blocage pour les forces de l'opposition et la réforme de la loi électorale qui marginalisait le rôle des chrétiens.

Un long bras de fer s'ensuivit. Paris et Washington voulaient, à tout prix, faire plier les alliés de Damas. Pour des raisons différentes. Pour le président Bush, le Liban n'était qu'un des fronts de la lutte contre le terrorisme et contre « l'axe du Mal » et toute idée d'accord avec le président Assad semblait inacceptable. Pour le président Jacques Chirac, il s'agissait avant tout de venger son ami Rafic Hariri dont il rendait les Syriens responsables. Tous les deux oubliaient une donnée fondamentale : la division en deux moitiés à peu près égales de la population du Liban. Du côté de l'opposition, l'immense majorité des chiites, une majorité des maronites et quelques personnalités sunnites ; de l'autre la grande majorité des chiites, une fraction importante des maronites et les druzes. Une victoire de l'un des deux camps sur l'autre ne pouvait être le résultat que d'une guerre civile, d'une victoire militaire et d'une épuration ethnique massive. D'autre part, les rapports de force militaires étaient nettement en faveur de l'opposition : ni l'armée (à supposer qu'elle le veuille), ni aucune milice ne pouvait venir à bout des combattants aguerris et armés du Hezbollah. L'impasse allait se prolonger toute l'année 2007 et la première moitié de l'année 2008. L'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République en mai 2007 allait certes marquer un infléchissement de la politique française, mais les tentatives brouillonnes et mal réfléchies de la France de trouver une solution à la crise libanaise allaient échouer la fin de l'année 2007.¹

Paris retourna à la stratégie de Chirac, celle d'appui inconditionnel à la majorité. Le président Bush aussi. La situation au Liban reste totalement bloquée, des affrontements interconfessionnels réguliers risquant de dégénérer à tout moment. Une tentative du gouvernement au mois de mai 2008 de prendre le contrôle du réseau de communication du Hezbollah, un réseau que le parti de Hassan Nasrallah considérait comme un atout militaire stratégique face à Israël, déboucha sur une riposte foudroyante : en quelques heures, l'opposition prit le contrôle de Beyrouth-Ouest. En visite en Israël, le président Bush proclama son soutien au gouvernement de Fouad Siniora et sa détermination à lutter contre le terrorisme représenté par Al-Qaida, l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, mais fut incapable de la moindre initiative. La déroute du gouvernement déboucha sur des négociations, le Hezbollah et ses alliés n'étant pas intéressés à une « prise de pouvoir ».

Ce fut l'émirat de Qatar qui fut chargé de parrainer les négociations, ce qu'étaient incapables de faire les alliés arabes de Washington, Le Caire et l'Arabie saoudite, discrédités par leur hostilité à la Syrie et au Hezbollah. Il fallut beaucoup d'entregent (et d'argent) au premier ministre et à l'émir pour aboutir aux accords de Doha signés le 21 mai par toutes les factions libanaises. Ceux-ci comportaient trois points essentiels : l'élection du général Michel Sleimane, le chef de l'armée, à la tête de l'Etat ; la création d'un gouvernement d'union nationale avec une minorité de blocage pour l'opposition ; le changement de la loi électorale. Ces points furent rapidement mis en œuvre, au moins en partie et la détente interne fut sensible. D'autre part, les relations entre le Liban et la Syrie se normalisèrent, le président Assad affirmant sa volonté de voir des relations diplomatiques établies entre les deux pays et recevant à Damas son homologue libanais.

Quelles leçons tirer de cet accord ?

D'abord que le Qatar a réussi là où les diplomates arabes et européens avaient échoué. Pourquoi ? Parce que ce petit et riche pays gazier était perçu sans hostilité par les différents protagonistes : il accueille la principale base militaire américaine dans la région, entretient d'excellentes relations avec la Syrie, l'Iran — et la France ; il abrite un bureau de représentation israélien, cultive des contacts suivis avec le Hezbollah (et le Hamas). Grâce à cette « neutralité », les responsables du Qatar ont su « sortir » ce conflit d'une vision d'affrontement binaire entre le Bien et le Mal, le terrorisme et la démocratie. Ils ont pris en compte les intérêts de chacun des acteurs, y compris régionaux, sans exiger la victoire de l'un sur l'autre.

¹ Lire « Enquête sur le virage de la diplomatie française », Le Monde diplomatique, juillet 2008.

Il faut s'arrêter un instant sur la politique syrienne. Depuis le retrait de ses troupes, la direction actuelle n'a pas pour but, contrairement à une vision simpliste occidentale, de « revenir » au Liban. La page ouverte par l'entrée des troupes syriennes en 1976 est close. En revanche, ce que ne peut accepter le président Assad c'est l'inclusion du Liban dans un « front » pro-américain qui ferait de ce pays une base de déstabilisation pour le régime. D'autre part, il veut éviter que puisse se signer un accord séparé entre Israël et le Liban qui le priverait d'un atout important dans la négociation avec Israël. L'accord de Doha lui donnait ces garanties et il l'a donc accepté.

Cette accalmie au Liban a débouché sur la fin de l'isolement syrien. Quelques jours après la signature des accords de Doha, Nicolas Sarkozy téléphonait à son homologue syrien et l'invitait à Paris pour la réunion sur la Méditerranée. Début septembre, le président français se rendait à Damas. Entre-temps, on avait appris l'ouverture de conversations indirectes entre Israël et la Syrie sous l'égide du gouvernement turc.

Est-ce qu'il existe une chance pour la paix ? Le président Assad semble prêt à la saisir. Lors d'une rencontre avec lui durant l'été, il nous a affirmé : "Terrorism is a threat to all the humanity, Al-Qaida is not an organization, it is a state of mind. It has no border. One of my Saudi friend in Geneva, came to me and ask suddenly his son disappear and fortunately he was in our prison. Have we a home grown problem ? Yes. Since 2004 and as a result of the war in Iraq, we began to see Al-Qaida cells, not related with the organization, but with the state of mind, through booklets, internet. We are afraid for the future of the region. Changing the fertile soil of the terror, by development, culture, education system, dialogue, tourism, exchange of informations, etc. It is not about the army, the army cannot solved the problem of culture. The world is more vulnerable to terror than before 9/11"

Il semblait réellement inquiet de la dérive de la région (et de son pays) vers le conservatisme religieux et l'extrémisme, vers le terrorisme. N'oublions pas que son régime se réclame d'une forme de séparation de la religion et de l'Etat. Il sait en même temps les défis que rencontre son régime : « The first priority for us is the poverty issue. The poor peoples don't care about what statement you give them every morning, what is your point of view on this or that. They want to give food to their children, school and health."

Si le président Assad sait qu'il faudra attendre une nouvelle administration américaine avant d'aboutir à un accord de paix, il veut avancer sur ce chemin. Il a demandé au président Sarkozy de s'impliquer dans ce sens pour permettre aux négociations indirectes avec Israël de ne pas échouer. Pourquoi indirectes ? "After eight years of paralysis [since the end of negotiations between the two countries in 2000], after the war on Lebanon, and two attacks on Syria, there is no trust. What we are doing in Turkey is probing Israel's intentions; we don't trust them and perhaps they don't trust us. We want to make sure the Israelis are ready for peace. Ready to give back the whole of the Golan, then to plan the common ground for negotiations: Security Council resolution 242 and the general problems we should discuss (water, security)."

During the talks between the late Hafez al-Assad and Ehud Barak (then Israel's prime minister) in 1999-2000, several breakthroughs were made on the most tricky issues. "I said that 80% of them are solved: security problems and relations between Israel and Syria," said Assad. "But the problem is that Israel doesn't want to start from where we left off."

Mais la question à laquelle le gouvernement israélien, celui de M. Olmert ou celui qui lui succèdera doit répondre est claire ? Oui ou non Israël est prêt à se retirer sur les lignes du 4 juin 1967. S'il est prêt, tous les autres problèmes, y compris la paix entre Israël et le Liban, seront résolus. Si c'est non, ce n'est pas la peine de continuer.

Pour Israël une telle paix sera un atout extraordinaire. Elle débouchera sur un accord avec le Liban et donc à la paix avec tous ses voisins. Mais, malheureusement, le système politique israélien rend difficile un tel arrangement. En 2000, à la dernière minute, Ehoud Barak a refusé la paix avec la Syrie, craignant de mettre en péril sa coalition gouvernementale. Aujourd'hui, la coalition au pouvoir est encore plus faible. C'est sans doute là que la France, l'Union européenne et la nouvelle administration américaine qui se mettra en place peuvent jouer tout leur rôle en unissant leurs efforts.

FRIDE's Comments provide a brief and concise analysis of current topics in international affairs in the fields of peace and security, democratisation, human rights, and humanitarian action and development. Further information about FRIDE, as well as its publications can be found at www.fride.org

The views expressed by the authors of the documents published on this website do not necessarily reflect the opinion of FRIDE.
If you have any comments on the articles or any other suggestions, please email us at comments@fride.org

Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior
C/ Goya, 5-7 pasaje 2ª - 28001 Madrid - Telf: 91 244 47 40 - Fax: 91 244 47 41 - E-mail : fride@fride.org
www.fride.org